

RAPPORTS DU  
COMMISSAIRE AUX  
COMPTES

*FEDERATION FRANCAISE  
DE TENNIS DE TABLE*

*31/12/2021*

FEDERATION FRANCAISE DE TENNIS DE TABLE

Association reconnue d'utilité publique

Siège social : 3 Rue Dieudeonne costes

75625 PARIS CEDEX 13

---

**S O M M A I R E**

**RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS**

**COMPTES ANNUELS**

**RAPPORT SPECIAL**

---

## FEDERATION FRANCAISE DE TENNIS DE TABLE

Association reconnue d'utilité publique

Siège social : 3 Rue Dieudeonne costes

75625 PARIS CEDEX 13

\*\*\*\*\*

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

## SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS AU 31/12/2021

Aux Élus,

**Opinion**

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fédération Française de Tennis de Table relatifs à l'exercice clos le 31/12/2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fédération Française de Tennis de Table à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion****Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

---

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2021 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons été conduits à examiner le traitement comptable des subventions accordées au cours de l'exercice, au regard des conventions signées et de leur rattachement à l'exercice ainsi que la justification et la présentation comptables des reports en fonds dédiés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques du rapport du trésorier et des autres documents adressés aux élus**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

---



Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés à l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels.

#### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance associative relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fédération à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fédération ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil Fédéral.

#### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fédération.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie

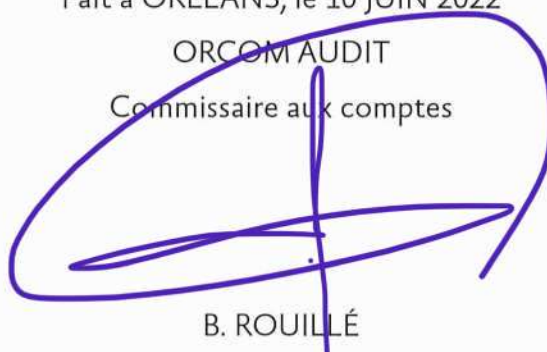
significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fédération à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à ORLEANS, le 10 JUIN 2022

ORCOM AUDIT

Commissaire aux comptes



B. ROUILLÉ

Associé

## Fédération Française de Tennis de Table

| Actif                            |  |  | Au 31/12/2021  |                      |                     | Au 31/12/2020                  |                      |
|----------------------------------|--|--|--|----------------------|---------------------|--------------------------------|----------------------|
|                                  |  |  | Montant brut   | Amort. ou Prov.      | Montant net         |                                |                      |
| Actif immobilisé                 | Immobilisations incorporelles  | Frais d'établissement<br>Frais de recherche et développement<br>Donations temporaires d'usufruit<br>Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup><br>Immobilisations incorporelles en cours<br>Avances et acomptes | 2 120 577  | 1 348 580            | 771 996             | 76 581                         |                      |
|                                  |  | TOTAL  | 2 120 577  | 1 348 580            | 771 996             | 76 581                         |                      |
|                                  | Immobilisations corporelles  | Terrains<br>Constructions<br>Inst.techniques, mat.out.industriels<br>Immobilisations corporelles en cours<br>Avances et acomptes   | 3 727 318<br>800 721   | 1 724 982<br>764 825 | 2 002 336<br>35 896 | 2 111 992<br>41 606<br>639 880 |                      |
|                                  |  | TOTAL  | 4 528 040  | 2 489 807            | 2 038 232           | 2 793 479                      |                      |
|                                  |  | Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés  |  |                      |                     |                                |                      |
|                                  | Immobilisations financières <sup>(2)</sup>   | Participations et créances rattachées<br>Autres titres immobilisés<br>Prêts<br>Autres  | 728  |                      | 728                 | 758                            |                      |
|                                  |  | TOTAL  | 728  |                      | 728                 | 758                            |                      |
|                                  | Total I  |  | 6 649 346  | 3 838 388            | 2 810 958           | 2 870 819                      |                      |
|                                  | Actif circulant  | Stocks et en cours   |  | 19 421               | 19 237              | 184                            | 184                  |
|                                  |  | Créances <sup>(3)</sup>  | Créances clients, usagers et comptes rattachés<br>Créances reçues par legs ou donations<br>Autres                            | 1 476 168<br>115 922 | 22 253<br>7 721     | 1 453 915<br>108 200           | 764 724<br>107 505   |
| TOTAL                            |  |  | 1 592 091  | 29 975               | 1 562 115           | 872 229                        |                      |
| Divers                           |  |  | Valeurs mobilières de placement<br>Instruments de trésorerie<br>Disponibilités<br>Charges constatées d'avance <sup>(4)</sup> | 2 205 828<br>416 502 |                     | 2 205 828<br>416 502           | 2 129 049<br>361 334 |
|                                  |  | Total II   |  | 4 233 843            | 49 212              | 4 184 630                      | 3 362 797            |
|                                  |  | Frais d'émission des emprunts III<br>Primes de remboursement des emprunts IV<br>Ecart de conversion Actif V  |  |                      |                     |                                |                      |
| TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V) |  | 10 883 189   | 3 887 600  | 6 995 588            | 6 233 616           |                                |                      |
| Renvois                          | (1) Dont droit au bail<br>(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières<br>(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut) |  |  |                      |                     |                                |                      |

## Fédération Française de Tennis de Table

| Passif                                |   | Au 31/12/2021 | Au 31/12/2020 |
|---------------------------------------|---|---------------|---------------|
| Fonds propres                         | <b>Fonds propres sans droit de reprise</b>                            |               |               |
|                                       | Fonds propres statutaires   |               |               |
|                                       | Fonds propres complémentaires   | 1 433 683     | 1 433 683     |
|                                       | <b>Fonds propres avec droit de reprise</b>                            |               |               |
|                                       | Fonds propres statutaires   |               |               |
|                                       | Fonds propres complémentaires   |               |               |
|                                       | Écarts de réévaluation  |               |               |
|                                       | <b>Réserves</b>   |               |               |
|                                       | Réserves statutaires ou contractuelles                                |               |               |
|                                       | Réserves pour projet de l'entité                                      | 344 494       |               |
|                                       | Autres  |               |               |
|                                       | Report à nouveau  | 1 004 496     | 1 004 496     |
|                                       | Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)                        | 376 712       | 344 494       |
|                                       | Situation nette (sous-total)  | 3 159 386     | 2 782 674     |
|                                       | Fonds propres consommables  |               |               |
|                                       | Subventions d'investissement  | 109 670       | 146 227       |
|                                       | Provisions réglementées   |               |               |
| Total I                               |   | 3 269 057     | 2 928 901     |
| Autres fonds propres                  | Montant des émissions de titres participatifs                         |               |               |
|                                       | Avances conditionnées   |               |               |
| Total I bis                           |   |               |               |
| Fonds dédiés                          | Fonds reportés liés aux legs ou donations                             |               |               |
|                                       | Fonds dédiés  | 40 000        | 70 000        |
| Total II                              |   | 40 000        | 70 000        |
| Provisions                            | Provisions pour risques   | 57 000        | 57 000        |
|                                       | Provisions pour charges   | 53 766        | 172 046       |
| Total III                             |   | 110 766       | 229 046       |
| Dettes                                | Emprunts obligataires et assimilés                                    |               |               |
|                                       | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup> | 974 786       | 652 736       |
|                                       | Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>                | 193 233       | 197 233       |
|                                       | Dettes fournisseurs et comptes rattachés                              | 788 838       | 520 765       |
|                                       | Dettes des legs ou donations  |               |               |
|                                       | Dettes fiscales et sociales   | 243 891       | 293 696       |
|                                       | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés                       | 9 069         |               |
|                                       | Autres dettes   | 12 005        | 40 201        |
|                                       | Instruments de trésorerie   |               |               |
|                                       | Produits constatés d'avance   | 1 353 940     | 1 301 036     |
| Total IV                              |   | 3 575 764     | 3 005 668     |
| Écart de conversion Passif V          |   |               |               |
| TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V) |   | 6 995 588     | 6 233 616     |
| Renvois                               | (1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques  |               |               |
|                                       | (2) Dont emprunts participatifs                                       |               |               |



## Fédération Française de Tennis de Table

|  |   | Du 01/01/2021<br>Au 31/12/2021<br>12 mois | Du 01/01/2020<br>Au 31/12/2020<br>12 mois |
|--|---|---|---|
| Produits d'exploitation                  | Cotisations   | 2 853 603                                 | 3 202 456                                 |
|  | Ventes de biens et services   |   |   |
|  | Ventes de biens   | 54 081                                    | 62 620                                    |
|  | <i>dont ventes de dons en nature</i>  |   |   |
|  | Ventes de prestations de service  | 733 440                                   | 754 828                                   |
|  | <i>dont parrainages</i>   |   |   |
|  | Produits de tiers financeurs  |   |   |
|  | Concours publics et subventions d'exploitation                                  | 1 579 830                                 | 1 157 747                                 |
|  | Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable           |   |   |
|  | Ressources liées à la générosité du public                                      |   |   |
|  | Dons manuels  | 821                                       |   |
|  | Mécénats  |   |   |
|  | Legs, donations et assurances-vie   |   |   |
|  | Contributions financières   | 61 078                                    |   |
| Charges d'exploitation                   | Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | 144 886                                   | 23 280                                    |
|  | Utilisations des fonds dédiés   | 70 000                                    | 39 247                                    |
|  | Autres produits   | 35 457                                    | 21 721                                    |
|  | <b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I</b>                                      | <b>5 533 199</b>                          | <b>5 261 902</b>                          |
|  | Achats de marchandises  | 387 393                                   | 391 806                                   |
|  | Variation de stocks   |   | 2 688                                     |
|  | Autres achats et charges externes (1)   | 2 352 331                                 | 1 852 420                                 |
|  | Aides financières   | 577 137                                   | 166 158                                   |
|  | Impôts, taxes et versements assimilés   | 193 109                                   | 167 022                                   |
|  | Salaires et traitements   | 1 202 073                                 | 1 247 964                                 |
|  | Charges sociales  | 196 266                                   | 309 592                                   |
|  | Dotations aux amortissements et aux dépréciations                               | 174 695                                   | 147 004                                   |
|  | Dotations aux provisions  | 8 439                                     | 164 799                                   |
|  | Reports en fonds dédiés   | 40 000                                    | 70 000                                    |
|  | Autres charges  | 32 592                                    | 30 272                                    |
|  | <b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II</b>                                      | <b>5 164 039</b>                          | <b>4 549 729</b>                          |
| <b>1. Résultat d'exploitation (I-II)</b> |   | <b>369 159</b>                            | <b>712 172</b>                            |

## Fédération Française de Tennis de Table

|   |   | Du 01/01/2021<br>Au 31/12/2021<br>12 mois | Du 01/01/2020<br>Au 31/12/2020<br>12 mois |
|---|---|---|---|
| Produits financiers                                       | De participations<br>D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé<br>Autres intérêts et produits assimilés<br>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges<br>Différences positives de change<br>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | 1 042                                     | 1 623                                     |
|   | <b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III</b>  | <b>1 042</b>                              | <b>1 623</b>                              |
| Charges financières                                       | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions<br>Intérêts et charges assimilées<br>Différences négatives de change<br>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement  | 6 109<br>9                                | 5 808<br>1 348                            |
|   | <b>TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV</b>   | <b>6 118</b>                              | <b>7 156</b>                              |
| <b>2. Résultat financier (III-IV)</b>                     |   | <b>-5 076</b>                             | <b>-5 533</b>                             |
| <b>3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)</b>      |   | <b>364 083</b>                            | <b>706 638</b>                            |
| Produits exceptionnels                                    | Sur opérations de gestion<br>Sur opérations en capital<br>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges   | 36 556                                    | 36 556                                    |
|   | <b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V</b>   | <b>36 556</b>                             | <b>36 556</b>                             |
| Charges exceptionnelles                                   | Sur opérations de gestion<br>Sur opérations en capital<br>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions   | 23 172<br>596                             | 361 019<br>37 387                         |
|   | <b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI</b>   | <b>23 768</b>                             | <b>398 406</b>                            |
| <b>4. Résultat exceptionnel (V-VI)</b>                    |   | <b>12 788</b>                             | <b>-361 849</b>                           |
| Participation des salariés aux résultats VII              |   |   |   |
| Impôts sur les bénéfices VIII                             |   | 159                                       | 295                                       |
| <b>Total des produits (I + III + V)</b>                   |   | <b>5 570 798</b>                          | <b>5 300 082</b>                          |
| <b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>      |   | <b>5 194 085</b>                          | <b>4 955 588</b>                          |
| <b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>                                |   | <b>376 712</b>                            | <b>344 494</b>                            |
| <b>Évaluation des contributions volontaires en nature</b> |   |   |   |
| Contributions volontaires en nature                       |   |   |   |
| Dons en nature  |   |   |   |
| Prestations en nature                                     |   | 2 240 000                                 | 2 571 789                                 |
| Bénévolat   |   |   |   |
| <b>Total</b>  |   | <b>2 240 000</b>                          | <b>2 571 789</b>                          |
| Charges des contributions volontaires en nature           |   |   |   |
| Secours en nature   |   |   |   |
| Mises à disposition gratuite de biens                     |   |   |   |
| Prestations en nature                                     |   | 2 240 000                                 | 2 571 789                                 |
| Personnel bénévole  |   |   |   |
| <b>Total</b>  |   | <b>2 240 000</b>                          | <b>2 571 789</b>                          |

# **1 Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité**

## **1.1 Objet social**

La Fédération française de tennis de table regroupe des associations sportives ayant pour but de faire pratiquer le tennis de table.

Elle a pour objet :

- d'organiser, de coordonner, de développer et de contrôler la pratique du tennis de table, sous toutes ses formes en France, dans la métropole, ainsi que dans les Outre-Mer ;
- d'organiser les compétitions et notamment les championnats de France toutes catégories inhérents à cette pratique ;
- de défendre les intérêts moraux et matériels du tennis de table français ;
- d'assurer la représentation du tennis de table français sur le plan international ;
- de veiller au respect de la charte de déontologie du sport établie par le Comité National Olympique et Sportif Français ;
- de veiller au respect de l'environnement et d'œuvrer en faveur du développement durable.

## **1.2 Missions sociales**

Les actions orientées tout à la fois vers les clubs, vers les comités départementaux, vers les ligues, le sport de haut niveau mais aussi vers des publics dont l'activité moins organisée se pratique hors structures fédérales.

- Accompagner les clubs, comités, ligues dans leur structuration au travers de projets régionaux conventionnés,
- Identifier et susciter la création de nouveaux sites de pratique, plus particulièrement des sites de pratique libre,
- Renforcer le développement du tennis de table dans le milieu scolaire,
- Diversifier les offres de pratiques et d'animations,
- Développer les offres de compétitions pour tous,
- Favoriser l'accès à tous les publics et plus spécialement les publics cibles : les féminines, les séniors, les personnes en situation de handicap,
- Renforcer l'engagement du monde du tennis de table dans une démarche de développement durable,
- Développer et encadrer de la pratique Haut Niveau.

## 1.3 Moyens mis en œuvre et ressources

Forte de 3.289 clubs actifs au 30 juin 2020, la FFTT compte 68.309 licences promotionnelles et 107.601 licences traditionnelles. Ses structures déconcentrées sont composées de 21 ligues dont 8 d'outre-mer et 95 comités départementaux actifs. La Fédération est administrée par un Conseil fédéral de 24 membres élus pour une durée de quatre ans, par l'assemblée générale, les 13 membres de droit (président des ligues) et deux représentants des Outre-Mer. Le ministère chargé des sports met à disposition de la fédération une trentaine de Conseillers techniques sportifs (CTS) réunis au sein de la Direction technique nationale (DTN). Les services fédéraux sont chargés du bon fonctionnement général de la fédération.

Les ressources annuelles de la Fédération comprennent :

- Le revenu de ses biens ;
- Les cotisations et souscriptions de ses membres ;
- Le produit des licences et des manifestations ;
- Les subventions de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics ;
- Le produit des libéralités dont l'emploi est autorisé au cours de l'exercice ;
- Les ressources créées à titre exceptionnel, s'il y a lieu avec l'agrément de l'autorité compétente ;
- Le produit des rétributions perçues pour services rendus.

Les moyens d'action de la Fédération sont :

- La création de ligues régionales et de comités départementaux ;
- L'organisation et le contrôle d'épreuves de tennis de table dans la métropole et les départements et territoires d'Outre-Mer ;
- L'établissement de relations suivies avec les Pouvoirs publics, le Comité national olympique et sportif français et les fédérations étrangères affiliées à la Fédération internationale de tennis de table (ITTF) ;
- La conclusion de rencontres avec les membres desdites fédérations et la participation aux épreuves et compétitions organisées par elles ;
- L'organisation et le contrôle de la qualité de la formation sportive ;
- La création de commissions techniques, en vue d'études et de tâches spécialisées ;
- La tenue de réunions périodiques, de congrès et de conférences, de stages, etc. ;
- La publication d'un bulletin officiel et de tous ouvrages et documents concernant le tennis de table ;
- L'aide morale, technique et matérielle aux associations ;
- La formation de ses cadres techniques et de ses dirigeants ;
- La passation de convention, avec toute institution, précisant l'objet, les conditions et modalités y afférent.

## **2 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture**

### **2.1 Événements principaux de l'exercice**

En raison de l'épidémie de coronavirus, la Fédération s'est trouvée impactée de la manière suivante :

- Baisse des produits de licences (- 272 K€) ;
- Réception d'aides relatives à la crise sanitaire ;
- Mise en place de procédures de télétravail pour les employés.

Dans ce contexte, la Fédération a mis en œuvre les différentes mesures mises à disposition sur le plan réglementaire et financier afin de poursuivre son activité.

Cette pandémie et cette réorganisation ne remettent pas en cause la continuité d'exploitation de la Fédération.

Le plan numérique s'est poursuivi au cours de l'année 2021.

### **2.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture**

La fédération est très vigilante à l'égard des effets économiques résultant de la guerre en Ukraine qui sévit depuis le 24 février 2022. Malgré le fait que la fédération n'ait aucune exposition à la Russie ou à l'Ukraine, cet événement intervenu post-clôture pourrait affecter l'environnement économique de la fédération.

Néanmoins, à la date d'établissement des comptes annuels, aucun élément susceptible d'affecter significativement l'activité de la fédération n'est survenu et/ou connu. Mais il n'est pas possible d'apprécier les conséquences à moyen terme de cette situation sur les actifs et passifs de la fédération.



## **3 Principes, règles et méthodes comptables**

### **3.1 Présentation des comptes**

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le bilan ;
- Le compte de résultat ;
- L'annexe.

### **3.2 Méthode générale**

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La Fédération a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n°2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

### **3.3 Changement de méthode d'évaluation**

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

### **3.4 Changement de méthode de présentation**

Aucun changement de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

## 3 Informations relatives au bilan

### 3.1 Actif

#### 3.1.1 État de l'actif immobilisé

| Situations et mouvements             | 31/12/2020                               | +              | -              | 31/12/2021                              |
|--------------------------------------|--|----------------|----------------|---|
| Rubriques                            | Valeur brute à l'ouverture de l'exercice | Augmentations  | Diminutions    | Valeur brute à la clôture de l'exercice |
| Immobilisations incorporelles        | 1 379 509                                | 741 069        |                | 2 120 577                               |
| Immobilisations corporelles          | 4 514 650                                | 13 390         |                | 4 528 040                               |
| Immobilisations corporelles en cours | 639 880                                  | 31 922         | 671 802        | -                                       |
| Immobilisations financières          | 759                                      |                | 30             | 728                                     |
| <b>Total</b>                         | <b>6 534 798</b>                         | <b>786 381</b> | <b>671 832</b> | <b>6 649 346</b>                        |

#### 3.1.2 Tableau des amortissements

| Situations et mouvements      | 31/12/2020                                    | +                                      | -  | 31/12/2021                                    |
|-------------------------------|---|--|--|---|
| Rubriques                     | Amortissements cumulés au début de l'exercice | Augmentations : dotation de l'exercice | Diminutions d'amortissements de l'exercice | Amortissements cumulés à la fin de l'exercice |
| Immobilisations incorporelles | 1 302 928                                     | 45 652                                 |  | 1 348 580                                     |
| Immobilisations corporelles   | 2 361 051                                     | 128 757                                |  | 2 489 808                                     |
| Immobilisations financières   | -   | -                                      | -  | -   |
| <b>Total</b>                  | <b>3 663 978</b>                              | <b>174 409</b>                         | <b>-</b>                                   | <b>3 838 388</b>                              |

#### 3.1.3 Méthode d'amortissement

##### 3.1.3.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remise et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

| Types d'immobilisations | Mode     | Durée  |
|-------------------------|----------|--------|
| Logiciel SPID           | Linéaire | 10 ans |
| Plateforme PerfTT       | Linéaire | 5 ans  |
| Baby-Ping               | Linéaire | 5 ans  |

### 3.1.3.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remise et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

| Types d'immobilisations                              | Mode     | Durée       |
|--|----------|-------------|
| Siège social, structure                              | Linéaire | 50 ans      |
| Siège social, ascenseur                              | Linéaire | 25 ans      |
| Siège social, électricité, plomberie, étanchéité     | Linéaire | 15 à 20 ans |
| Siège social, revêtements intérieurs et aménagements | Linéaire | 10 ans      |
| Mobilier et gros matériel                            | Linéaire | 5 à 6 ans   |
| Petit matériel                                       | Linéaire | 2 à 5 ans   |

### 3.1.4 Bail emphytéotique du terrain Paris 13

Ce bail signé avec la ville de Paris le 31 juillet 2003 d'une valeur d'origine de 381 123 € est amorti sur la durée du bail, soit 70 ans. La valeur résiduelle est inscrite au bilan sous la forme d'une charge constatée d'avance à hauteur de 280 851 € au 31 décembre 2021.

### 3.1.5 Stocks

#### 3.1.5.1 Évaluation des stocks

La méthode comptable adoptée pour évaluer les stocks est la méthode du « Premier entré / Premier sorti ».

Un inventaire physique est réalisé à la date de clôture de l'exercice et les marchandises sont valorisées au prix d'achat.

Les produits conçus sous l'égide de la FFTT et commercialisés à la boutique sont évalués à leur prix de revient.

Au 31 décembre 2020, la gestion de la boutique a été transférée chez un prestataire. Les articles restants en stock en comptabilité sont des produits millésimés, qui n'ont pas de valeur marchande.

Une dotation pour dépréciation des stocks d'un montant de 19 237 € est constatée à la clôture.

|                             | Valeur brute  | Dépréciation  | Valeur nette |
|-----------------------------|---------------|---------------|--------------|
| Stocks de Produits Fédéraux | 19 421        | 19 237        | 184          |
| <b>Total</b>                | <b>19 421</b> | <b>19 237</b> | <b>184</b>   |

### 3.1.5.2 Dépréciations stocks

Une dépréciation des stocks est constatée à la clôture compte tenu que les articles de la boutique n'ont qu'un objet promotionnel.

### 3.1.6 Créances

| Liquidité de l'actif<br>Créances           | Montant brut     | Échéances        |             |
|--|------------------|------------------|-------------|
|  |                  | à moins 1 an     | à plus 1 an |
| Créances de l'actif immobilisé :           |                  |                  | -           |
| - Créances rattachées à des participations |                  |                  |             |
| - Prêts autres                             | -                | -                | -           |
| Créances de l'actif circulant :            |                  |                  |             |
| - Créances clients et comptes rattachés    | 1 476 168        | 1 476 168        |             |
| - Autres                                   | 115 922          | 115 922          |             |
| - Charges constatées d'avance              | 416 502          | 416 502          |             |
| <b>TOTAL</b>                               | <b>2 008 592</b> | <b>2 008 592</b> | <b>-</b>    |

### 3.1.7 Produits à recevoir

|                    | Montant        |
|--------------------|----------------|
| Factures à établir | 88 691         |
| Autres créances    | 33 284         |
| <b>TOTAL :</b>     | <b>121 974</b> |



### 3.1.8 Charges constatées d'avance

|                                     | Montant        |
|-------------------------------------|----------------|
| Crédit-bail siège                   | 280 851        |
| Charges courantes de fonctionnement | 135 652        |
| <b>TOTAL</b>                        | <b>416 502</b> |

### 3.1.9 Disponibilités

La trésorerie est positive à hauteur de 2 205 828 € à la date de clôture.



## 3.2 Passif

### 3.2.1 Fonds propres

#### 3.2.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Le compte de fonds propres, qui ne comporte aucun droit de reprise, représente l'ensemble des résultats cumulés au cours des exercices précédents.

Le mouvement de l'exercice correspond à l'affectation du résultat des comptes clos le 31 décembre 2020 au poste des réserves pour 344 494 €.

| Libellés  | 31/12/2020       | Affectation du résultat | Augmentation   | Diminution       | 31/12/2021       |
|---|------------------|-------------------------|----------------|------------------|------------------|
| <b>Fonds propres sans droit de reprise</b>  | <b>1 433 683</b> | -                       | -              | -                | <b>1 433 683</b> |
| Fonds propres statutaires   |                  |                         |                |                  | -                |
| Fonds propres complémentaires   | 1 433 683        |                         |                |                  | 1 433 683        |
| Fonds associatifs sans droit de reprise (legs, donations, subv. Inv, biens renouvelables) |                  |                         |                |                  |                  |
| <b>Fonds propres avec droit de reprise</b>  |                  |                         |                |                  |                  |
| Fonds propres statutaires   |                  |                         |                |                  |                  |
| Fonds propres complémentaires   |                  |                         |                |                  |                  |
| Apports   |                  |                         |                |                  |                  |
| Legs et donations   |                  |                         |                |                  |                  |
| Résultat sous contrôle de tiers financeurs  |                  |                         |                |                  |                  |
| <b>Réserves</b>   |                  | <b>344 494</b>          | <b>344 494</b> |                  | <b>344 494</b>   |
| Réserves statutaires ou contractuelles  |                  |                         |                |                  | -                |
| Réserves pour projet de l'entité  |                  |                         |                |                  |                  |
| Réserves  |                  |                         |                |                  | -                |
| Autres  |                  | 344 494                 | 344 494        |                  | 344 494          |
| <b>Report à nouveau</b>   | <b>1 004 496</b> | -                       |                | -                | <b>1 004 496</b> |
| Report à nouveau  | 1 004 496        |                         |                |                  | 1 004 496        |
| <b>Excédent ou Déficit de l'exercice</b>  | <b>344 494</b>   | - <b>344 494</b>        | <b>376 712</b> | - <b>344 494</b> | <b>376 712</b>   |
| Excédent ou Déficit de l'exercice   | 344 494          | - 344 494               | 376 712        | - 344 494        | 376 712          |
| <b>Situation nette (sous total)</b>   | <b>2 782 674</b> | -                       | <b>721 206</b> | - <b>344 494</b> | <b>3 159 386</b> |
| Fonds propres consommables  |                  |                         |                |                  | -                |
| Subventions d'investissement  | 146 227          |                         |                | 36 557           | 109 670          |
| Provisions réglementées   |                  |                         |                |                  | -                |
| <b>Total</b>  | <b>2 928 901</b> | -                       | <b>721 206</b> | - <b>307 937</b> | <b>3 269 056</b> |

### 3.2.1.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer.

|                                 | Solde à l'ouverture de l'exercice | Variations de l'exercice |            | Solde à la clôture de l'exercice |
|---------------------------------|-----------------------------------|--------------------------|------------|----------------------------------|
| Subventions d'investissement    | Montant global                    | Augmentation             | Diminution | Montant global                   |
| Montant nominal                 | 731 139                           |                          |            | 731 139                          |
| Quotes-parts virées au résultat | 584 912                           |                          | 36 557     | 548 355                          |
| Montant net en fonds propres    | 146 227                           | -                        | 36 557     | 109 670                          |

## 3.2.2 Provisions pour risques et charges

### 3.2.2.1 Tableau des provisions pour risques et charges

| Situations et mouvements       |                                   |  |                                     |                                   |
|--------------------------------|-----------------------------------|--|-------------------------------------|-----------------------------------|
|                                | 31/12/2020                        | +                                      | -                                   | 31/12/2021                        |
| Rubriques                      | Provisions au début de l'exercice | Augmentations : dotation de l'exercice | Diminutions : reprise de l'exercice | Provisions à la fin de l'exercice |
| Provisions pour risques        | 57 000                            |  |                                     | 57 000                            |
| Provisions pour charges        | 55 229                            |  | 1 462                               | 53 766                            |
| Provisions pour autres charges | 116 818                           |  | 116 818                             | -                                 |
| <b>Total</b>                   | <b>229 047</b>                    | <b>-</b>                               | <b>118 280</b>                      | <b>110 766</b>                    |

## 3.2.3 Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires

L'entité provisionne ses engagements retraite selon la méthode des unités de crédits projetés. La dette actuarielle probable des indemnités de fin de carrière calculée pour la totalité du personnel est estimée à 53 766 € en 2021.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes, à la date de clôture :

- Taux d'actualisation : taux iBoxx Corporates AA 10 + au 31 décembre 2021, soit 0,33 % ;
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 1% ;
- Indemnités à verser calculées selon la Convention collective nationale du sport ;
- Le pourcentage de survie est calculé selon les tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes ;
- Le pourcentage de cotisations de charge sociale et fiscale retenu est de 50%.

### 3.2.4 Fonds dédiés

#### 3.2.4.1 Tableau de suivi des fonds dédiés

| Tableau de suivi des fonds dédiés sur subventions affectées   |   |  |   |  |   |
|---|---|--|---|--|---|
| Nature de la subvention                                       | Fonds à engager au début de l'exercice (compte 194) | Utilisation au cours de l'exercice (compte 7894) | Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées (compte 6894) | Fonds restant à engager en fin d'exercice (compte 194) | Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices |
|   | A   | B  | C   | D = A - B + C  | E   |
| Report de crédit ANS  | 70 000  | 70 000   | -   | -  | -   |
| ANS - Contrat de développement de la transformation numérique | -   | -  | 40 000  | 40 000   | -   |
| <b>Total</b>  | <b>70 000</b>                                       | <b>70 000</b>                                    | <b>40 000</b>   | <b>40 000</b>  | <b>-</b>  |

### 3.2.5 État des dettes

| Dettes   | Montant brut     | Degré d'exigibilité du passif |                        |                          |
|--|------------------|-------------------------------|------------------------|--------------------------|
|  |                  | Échéance à moins d'1 an       | Échéance à plus d'1 an | Échéance à plus de 5 ans |
| Emprunts obligataires convertibles                             |                  |                               |                        |                          |
| Autres emprunts obligataires                                   |                  |                               |                        |                          |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) (2) | 974 786          | 478 725                       | 322 805                | 173 257                  |
| Emprunts et dettes financières divers                          | 193 233          | 193 233                       |                        |                          |
| Dettes fournisseurs  | 788 838          | 788 838                       |                        |                          |
| Dettes fiscales et sociales                                    | 243 891          | 243 891                       |                        |                          |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés                | 9 069            | 9 069                         |                        |                          |
| Autres dettes  | 12 005           | 12 005                        |                        |                          |
| Produits constatés d'avance                                    | 1 353 940        | 1 353 940                     |                        |                          |
| <b>Total</b>   | <b>3 575 764</b> | <b>3 079 701</b>              | <b>322 805</b>         | <b>173 257</b>           |

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice 400 000

(2) Emprunts remboursés en cours d'exercice 77 949

### 3.2.6 Dettes pour congés et primes à payer

Les congés payés et jours RTT acquis et non pris à la date de clôture ainsi que les primes dues au titre du 13<sup>ème</sup> mois et de la prime de vacances font l'objet d'une provision qui s'élève à 132 K€ charges sociales incluses, contre 159 K€ en 2020.



### 3.2.7 Honoraires du commissaire aux comptes

|  | Montant TTC   |
|--|---------------|
| Au titre de la mission de contrôle légal des comptes | 12 740        |
| Au titre d'autres prestations                        |               |
| <b>TOTAL</b>   | <b>12 740</b> |

## 4 Informations relatives au compte de résultat

### 4.1 Produits d'exploitation

Le total des produits d'exploitation s'élève à 5,4 M€ au 31 décembre 2021 contre 5,2 M€ au 31 décembre 2020.

|                                      | 2021             | 2020             |
|--------------------------------------|------------------|------------------|
| Cotisations et licences              | 2 853 603        | 3 202 456        |
| Ventes de biens et services          | 787 521          | 817 448          |
| Subventions                          | 1 579 830        | 1 157 747        |
| Dons manuels                         | 821              | -                |
| Reprise sur provisions               | 144 886          | 23 280           |
| Utilisations des fonds dédiés        | 70 000           | 39 247           |
| Autres produits                      | 35 457           | 21 721           |
| <b>Total produits d'exploitation</b> | <b>5 472 121</b> | <b>5 261 902</b> |

### 4.2 Aides versées

Les aides versées au titre de l'exercice 2021 s'élèvent à 577 137 euros.

Ces aides comprennent notamment :

- 150 028 euros liés à la covid19 pour les ligues,
- 109 380 euros liés à la Covid19 pour les clubs,
- 102 691 euros d'aides au plan de relance des clubs durant l'été 2021.

### 4.3 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est composé des produits exceptionnels correspondant à la reprise des subventions d'investissement au compte de résultat pour un montant total de 36 556 €.



## 5 Autres informations

### 5.1 Ventilation de l'effectif moyen

|              | Personnel salarié | Personnel mis à disposition |
|--------------|-------------------|-----------------------------|
| Cadres       | 5                 | 0                           |
| Employés     | 14                | 0                           |
| CTS          | -                 | 32                          |
| <b>TOTAL</b> | <b>19</b>         | <b>32</b>                   |

### 5.2 Contributions volontaires en nature

La valorisation des cadres techniques affectés par le ministère en qualité de conseillers techniques sportifs auprès de la fédération s'élève à 2 240 000 € au 31 décembre 2021.

La fédération bénéficie du concours de plusieurs bénévoles pour réaliser son activité. Elle n'a cependant pas souhaité recenser et valoriser les temps passés par ceux-ci.

Elle ne dispose pas d'autres contributions volontaires en nature.

### 5.3 Informations relatives à la rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 0 € durant l'exercice.

### 5.4 Engagements hors bilan

En garantie d'un emprunt de 800 K€, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile-de-France bénéficie d'une hypothèque conventionnelle sur le droit au bail à construction.

En garantie d'un emprunt de 400 K€, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile-de-France bénéficie d'une Garantie par l'Etat.